

Chisinau s'offre un pouvoir à deux têtes

Samedi, les pro-Russes et pro-Européens se sont alliés de façon inédite pour soutenir un gouvernement de « nettoyage » et débarrasser la Moldavie de l'oligarque Vlad Plahotniuc.

STÉPHANE SIOHAN
CORRESPONDANT À KIEV

Enclavée entre une Roumanie européenne et une Ukraine en mutation, la République de Moldavie a connu un week-end agité et une nouvelle crise politique, qui éclaire d'une lumière nouvelle les rapports compliqués entre Moscou et Bruxelles en Europe du Sud-Est. Samedi, pour la première fois dans l'histoire du pays, le Parti socialiste (pro-russe) est entré en coalition avec l'alliance pro-européenne ACUM, pour former un gouvernement d'union inédit, plébiscité par la société civile et dirigé par Maia Sandu, 47 ans, ancienne économiste à la Banque mondiale, cheffe de file des libéraux pro-européens.

Cette alliance de la carpe et du lapin n'est pas si étonnante. Le 24 février dernier, les élections législatives ont accouché de trois camps faisant quasiment jeu égal. Tout d'abord le Parti socialiste (PSRM), la formation pro-russe du président de la République, Igor Dodon (31 %), suivie du bloc ACUM (« Maintenant » en langue roumaine, NDLR), rassemblant les pro-UE, les amis de la Roumanie et les réformateurs de la société civile (27 %). Arrive troisième le Parti démocrate (24 %) du puissant oligarque Vlad Plahotniuc ; un parti vaguement estampillé pro-européen, qui s'avère être en fait une machine de prédation.

Ces dernières années, le PDM s'est mis au service du clan oligarchique de Plahotniuc et a parasité l'État et les secteurs les plus lucratifs de l'économie. « Ces dernières années, le Parti démocrate a fait de la Moldavie une zone grise entre la Russie et l'Europe », estime Vladislav Koulminsky, directeur de l'Institut des recherches stratégiques à Chisinau. « Le pays a été gouverné par la force, les pots-de-vin et la corruption. » Vlad Plahotniuc est notoirement un ami proche et partenaire de business de l'ancien président ukrainien Petro Porochenko. Mais si en Ukraine, l'existence de plusieurs camps oligarchiques permettent une véritable compétition politique, comme le prouve l'élection récente de Volodymyr Zelensky, en Moldavie, rien de cela : un seul clan oligarchique monopolise le pays.

Ambiance spectrale

« Les pro-Russes et les pro-Européens se sont unis pour une cause commune : purger le gouvernement », poursuit Vladislav Koulminsky. Samedi, les députés ont réalisé un coup contre Plahotniuc, ils ont élu à la tête du Parlement la pro-Russe Zinaïda Greceanîi et désigné Première ministre la libérale Maia Sandu. Le tout se passe dans une ambiance spectrale : les députés du Parti démocrate ont quitté le Parlement, où l'électricité est coupée. Le populaire Andrei Nastase, dont l'élection à la mairie de Chisinau, la capitale, avait été invalidée l'an dernier au prétexte que ses *live* sur Facebook étaient trop populaires aux yeux des juges, est désigné ministre de l'Intérieur. Dans la foulée, le Parlement a voté un paquet de lois anti-corruption et une déclaration faisant de la Moldavie un « État capturé » par un oligarque.

Vlad Plahotniuc a la main haute sur le système judiciaire. Dimanche, la Cour constitutionnelle, à ses ordres, a destitué le président en exercice Igor Dodon (pro-russe), annulé les actes du Parlement et appelé à des élections en septembre. « Usurpation du pouvoir », dénoncent en chœur les amis du Krem-

lin et ceux de Bruxelles. Phénomène rare, les ambassadeurs de l'UE, des États-Unis et de la Russie ont salué le baptême du nouveau gouvernement et ainsi clairement signifié leur opposition à Vlad Plahotniuc, qui a mis en place lundi son premier cabinet, dirigé par un de ses hommes, comme si de rien n'était.

« Paradoxalement, la Russie est soucieuse de l'État de droit en Moldavie, quels que soient les actes illégaux qu'elle commet sur son propre territoire où la guerre qu'elle mène en Ukraine », estime Dionis Cenușa, chercheur en science politique à l'université de Giessen. « Moscou veut jouer un rôle constructif, pour redevenir un acteur majeur de la politique

moldave en renforçant le poids des socialistes, mais aussi améliorer son image au niveau régional, alors que Moscou est impliqué dans d'autres formes de déstabilisation dans la région. »

D'après ce jeune chercheur moldave, la visite du vice-Premier ministre russe Dmitry Kozak à Chisinau le 3 juin a aussi donné la température : « Moscou n'est pas contre l'accord d'association de la Moldavie avec Bruxelles, mais les entreprises russes veulent profiter de la libéralisation du commerce avec l'UE », estime Dinis Cenușa. Au nom de l'UE, Johannes Hahn et Federica Mogherini ont appelé au calme et au respect des élections de février. En attendant, deux camps se font face à Chisinau, et les risques de débordements dans la rue ne sont pas à écarter.

